



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-05-2016

Comité national du 21 mai 2016.

Rapport introductif

Chers camarades,

Les choses vont vite, depuis notre dernier Comité National du 19 mars et notre Bureau National du 27 avril, la situation politique et sociale a beaucoup bougé, elle bougera encore. C'est pourquoi il est utile que nous fassions le clair sur cette situation afin de l'affronter et démontrer que nous sommes le seul parti à porter une perspective politique contraire à toutes les autres : une société débarrassée du capital, une société socialiste dirigée par le peuple.

Nous prononçons souvent ces mots et il faut le faire autant que possible, mais il faut en même temps que nous fassions beaucoup d'efforts d'explication pour convaincre que c'est possible et dire comment y parvenir, que nos propositions sont justes, que les moyens existent pour les réaliser. C'est essentiel pour faire face aux offensives politiques multiples toutes destinées à préserver et à servir le capital.

En quatre ans de pouvoir, **le gouvernement Hollande est au bout d'un mandat consacré totalement à mettre en œuvre la politique du capital.** Sans revenir dans les détails rappelons le « pacte de responsabilité », les exonérations fiscales et sociales, toutes les mesures pour flexibiliser le travail, améliorer la « compétitivité des entreprises », baisser le « coût du travail », la poursuite des privatisations, la réforme territoriale, la casse des services publics, la « réforme » de l'éducation nationale...On pourrait lister encore longtemps le train des mesures prises sans oublier bien entendu la

casse du code du travail appelée « loi travail » qui fait l'objet aujourd'hui de réactions sociales diverses, j'y reviendrai.

Sur le plan de la politique internationale, le gouvernement Hollande s'est montré et se montre toujours comme le maillon fort européen des va-t-en-guerre internationaux. Au service des multinationales, il participe à la conquête de nouveaux territoires consistant à s'accaparer les richesses et dominer les peuples, cela au nom du profit. Nous en connaissons les conséquences, ce sont des centaines de milliers de morts et des millions de personnes qui cherchent à s'échapper de ces guerres à n'importe quel prix pour sauver leur vie. Le gouvernement Hollande est un des premiers responsables de cette situation, il faut qu'on le dise, qu'on l'explique plus et mieux partout où nous sommes présents. Hollande est également devenu le champion des vendeurs d'armes européen, armes qui préparent la guerre et sont sources de profits considérables pour les industries d'armement.

Toute cette politique participe au profond mécontentement actuel marqué par un rejet qui s'exprime de différentes manières (sondages d'opinion, abstention massive aux élections, mouvement social).

Hollande usé, le capital doit trouver la relève à sa politique sans jamais la remettre en cause parce que cela conduirait à sa disparition.

Notre dernier Comité National avait déjà mis l'accent sur les diverses opérations politiques possibles, elles se sont multipliées encore depuis. Le but essentiel de toutes ces opérations est bien sûr de préserver et de poursuivre la politique actuelle, mais aussi de faire diversion pour ne jamais parler de la responsabilité première du capital dans la situation économique et sociale que nous connaissons. **Hollande vient d'ailleurs de déclarer «il n'y a pas d'autre politique possible à gauche »** (sous-entendu que celle que je mène). C'est une énième confirmation que la « gauche » est entièrement dévouée aux exigences capitalistes, ce que l'on sait depuis longtemps.

Mais en même temps, on voit bien que **la bataille politique se situe là : est ce qu'il y a une autre politique possible ?** Hollande ne se trompe pas, la « gauche » et ses alliés, la droite et les siens sont tous pour la poursuivre. Tous sont au diapason pour tenter de convaincre l'opinion qu'il n'y a pas d'alternative possible en dehors de celle qu'ils proposent tous et qui vont toutes dans le même sens.

Tous les partis politiques se consacrent à cette question : comment présenter une image différente ?, comment se démarquer de la politique actuelle qui fait l'objet d'un rejet profond en la préservant ?

C'est une bataille politique intense à laquelle nous devons répondre.

Je le disais au début du rapport, il faut que l'on fasse la clarté sur les intentions des uns et des autres parce que cela peut mener à de nouvelles illusions conduisant à de nouvelles impasses.

Le Parti Socialiste multiplie les offres politiques : les frondeurs, les « indignés économiques », le mouvement de Macron soutenu par la droite et les économistes du capital, la sortie du placard de Montebourg qui veut rassembler les mécontents du PS, bref toute une série d'initiatives pour jeter le voile sur les responsabilités, éviter le débat de fond pour protéger les intérêts capitalistes.

Le Parti Communiste lui aussi veut rassembler les « mécontents de gauche » pour construire un « projet alternatif » avec tout ceux qui veulent y participer : les écologistes, les frondeurs du PS, Nouvelle Donne, Mélenchon et des groupuscules politiques qui n'existent que par leur nom. « L'alternative » politique consistant à partager les richesses entre le capital et le travail, le capital serait ainsi préservé.

La droite classique montre régulièrement son accord avec le pouvoir actuel, mais elle a besoin de s'en démarquer pour remplacer Hollande et son équipe. Pour cela elle multiplie elle aussi les offres politiques qui sont toutes identiques et qui proposent d'aggraver encore la situation économique et sociale, ce qui n'est pas une surprise.

Voyons bien que toutes ces offres politiques vont toutes dans le même sens, qu'aucune ne peut améliorer la situation du peuple.

Voyons bien également que le Front National, bien discret en ce moment, profite de cette situation, utilise le mécontentement et se tient prêt à une relève possible, nous le savons.

L'ensemble des partis politiques relayés par les médias développent l'idée, nous l'avons vu à plusieurs occasions, de la constitution d'un « **front républicain** » pour faire face au Front National. Il ne s'agit pas évidemment de changer de politique puisqu'ils sont tous d'accord avec, mais de s'opposer au Front National qui n'a pas d'autre objectif que de servir les intérêts du capital sous une forme différente.

Le « front républicain » en construction et le Front National deviennent les deux fers au feu du capital.

Faire le clair est donc une nécessité absolue d'autant que le mouvement social semble prendre un peu d'ampleur. Les luttes sont plus nombreuses, les initiatives dans les fédérations syndicales aussi, ce mouvement ne peut que s'amplifier au regard des coups portés aux acquis sociaux.

La loi contre le code du travail est le catalyseur du mécontentement social actuel mais salaires, conditions de travail, emploi sont des

revendications présentes dans les luttes et manifestations.

Quant aux centrales syndicales, elles gèrent la situation actuelle sans qu'aucune d'entre elles n'appelle ou organise les luttes, laissant aux salariés et syndicats d'entreprises le choix et la responsabilité de leur mouvement ce qui revient à isoler les luttes les unes des autres alors qu'il est indispensable de les coordonner dans la durée pour leur donner plus de force.

La CFDT, courroie de transmission du pouvoir capitaliste, dénigre les luttes avec ses alliés de **la CGC** et de **l'UNSA**. La CGT, FO, FSU, solidaire, les syndicats lycéens sont poussés par leur base, ils ne proposent pour l'instant que des initiatives ponctuelles.

La CGT vient de tenir son congrès à Marseille, rien ne change du point de vue des orientations politiques, on s'y attendait, « partage des richesses », « dialogue social », « syndicalisme rassemblé » font toujours partie des orientations de fond de la centrale accompagnant la gestion du capital, mais le mécontentement s'est exprimé plus fort pendant le congrès sur ces questions, cela s'est traduit dans les taux de votes contre des différentes résolutions.

Sitôt le congrès terminé, **Philippe Martinez** s'est distingué en signant aux côtés de personnages tels que **Cohn-Bendit**, **Rocard**, **Laroutourru** de nouvelle Donne, **Benoît Amont** du parti socialiste etc. (la liste est longue elle comporte 150 noms), un manifeste revendiquant la réduction du temps de travail pour « travailler moins et travailler tous et mieux » pour éviter la « paupérisation des travailleurs ». On voit pourquoi Cohn-Bendit, grand défenseur du capitalisme européen et anticomuniste primaire et Rocard ancien ministre adepte du blocage des salaires, acteur de la mise en place de la CSG et CRDS, défenseur de la baisse des cotisations sociales des entreprises, sont signataires avec Philippe Martinez d'un texte qui appelle au partage des richesses avec le capital. Ce n'est pas pour satisfaire une revendication juste mais pour gérer les conséquences sociales de la politique du capital.

On voit l'ampleur de la bataille politique qu'il faut mener, démontrer toutes les impasses, les magouilles politiques en œuvre pour détourner le débat du vrai sujet : rien ne se passera sans lutte politique contre le capital.

Le pouvoir et tous ceux qui préparent la relève en ont peur, les luttes sociales sont sévèrement réprimées, le pouvoir utilise ce qu'il appelle « les casseurs » pour accentuer la répression et manipuler l'opinion publique. À qui profite cette violence ? La réponse est dans la question, détourner les travailleurs de leurs revendications est le but recherché, la répression a toujours été un des moyens utilisés par tous les

pouvoirs capitalistes pour freiner les luttes.

Notre présence auprès des travailleurs est essentielle pour apporter nos propositions, en débattre avec eux. La bataille politique que nous menons doit se développer encore, nous portons une grande responsabilité politique dans cette situation complexe, qui va encore évoluer avec son lot d'alliances multiples pour jeter un maximum de confusion et détourner le vrai débat.

Cela pose avec force la question du développement de nos propositions partout, du renforcement de notre parti.

Notre Bureau National du 27 avril dernier était consacré essentiellement à cette question, les débats ont démontrés les progrès réalisés dans les départements. Notre parti est aujourd'hui connu et reconnu là où nous avons une activité permanente, là où nous avons engagé le débat avec les travailleurs, là où nous tenons des réunions régulières, nous progressons aux élections et nous nous renforçons.

Deuxième enseignement du Bureau National : il y a de la place, beaucoup de place pour les idées révolutionnaires que nous portons puisque nous sommes les seuls à proposer une alternative réelle.

Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 20 avril 2017 et le premier tour des législatives qui suivront le 11 juin de la même année. Cela va venir très vite, **la bataille politique va s'intensifier et nous seront pleinement présents dans cette bataille que ce soit à la présidentielle ou aux législatives.** Mesurons bien toute l'importance de ces moments politiques, celle des débats, des réunions, des rencontres que nous allons organiser pour développer nos propositions.

Nous désignerons un (une) candidat (e) à cette élection présidentielle au Comité National de rentrée en Septembre, mais il faut s'attacher dès maintenant à rechercher et désigner nos candidats aux législatives.

L'expérience des régionales de 2015 nous montre les possibilités d'avoir des candidats dans de très nombreuses circonscriptions, tous les contacts que nous avons liés vont avoir leur utilité dans cette bataille. Les initiatives que nous prenons en ce moment et notamment dans les luttes sont appréciées, nous constatons tous les effets positifs de notre présence auprès des travailleurs. Le Bureau National du 27 avril a mis l'accent sur ces aspects et débattu sur les moyens à mettre en œuvre pour développer encore mieux notre activité.

Le Comité National comme l'a fait le bureau national doit débattre de cette question, il y va de sa responsabilité.

Tout d'abord, il faut rappeler le contenu de nos propositions parce que nous sommes seuls à porter une perspective politique fondamentalement différente de toutes les autres : propriété des moyens de production et d'échange, gestion démocratique par le peuple pour satisfaire les besoins sociaux, ce sont les conditions absolument indispensables pour changer de politique économique et sociale, nationale et internationale.

Répétons-le sans cesse, faisons la démonstration que les moyens existent pour mettre en œuvre cette politique à condition d'engager la lutte permanente contre le capital.

Le capitalisme a besoin de se développer, c'est vital pour lui, il emploie tous les moyens possibles pour y parvenir même les plus violents, on le sait. Plus la lutte politique sera intense, plus il reculera nous le savons également.

Notre activité dans les départements avec les adhérents et toutes celles et ceux qui apprécient notre politique doit donc s'intensifier. Nous sommes déjà dans la préparation des échéances électorales, pas pour ce qu'elles représentent bien sûr, mais pour participer pleinement à ces moments politiques aux débats intenses qu'elles nous ouvrent.

Nous avons des outils pour cela, en très peu de temps nous avons sorti 4 tracts, pratiquement un par mois (nous ne l'avons jamais fait), nous en avons distribué des dizaines de milliers dans toutes les manifestations, dans les quartiers. Nous savons qu'il ne suffit pas de distribuer un tract pour faire une adhésion, le Bureau National en a débattu. Le tract est un support indispensable pour aller au débat, les informations qu'il porte et la perspective politique qu'il propose sont de mieux en mieux perçus, mais le débat doit être régulièrement entretenu pour convaincre.

Participer pleinement à la bataille politique actuelle, à celle des élections est décisif pour notre parti. Les résultats auront des conséquences nationales, nous les avons vues, mais ils pèseront également sur le plan international, il ne faut pas oublier cet aspect. Pour stopper l'agression de l'impérialisme, il n'existe rien d'autre que la lutte des peuples et la construction de partis révolutionnaires forts et influents. Mettre le bulletin de vote de notre parti à la présidentielle et aux législatives c'est exiger l'arrêt immédiat des violences faites aux peuples et le retrait total des troupes françaises à l'étranger, la sortie de la France de toutes les structures supranationales. **Aucun autre parti ne porte ces propositions.** La campagne électorale sera également le moyen d'exprimer notre solidarité aux peuples qui luttent pour leur liberté. **Depuis la chute de l'URSS, les idées**

révolutionnaires ont reculé partout, les guerres se sont multipliées, il est donc important de construire ici et ailleurs des partis révolutionnaires dans chaque pays pour peser plus fort sur la scène internationale.

Notre implication dans la bataille politique dans toutes ses dimensions est donc primordiale.

Pour cela, il faut mettre notre parti en ordre de marche.

Cela veut dire impulser la vie politique de nos cellules dans les départements, c'est une question centrale. Mettre nos adhérents en capacité de porter toute notre politique c'est autant de maillons indispensables dans le développement de notre parti. Nous avons besoin de monde, de beaucoup de monde pour développer notre activité partout, nous avons déjà beaucoup progressé de ce point de vue mais le champ est immense à occuper.

Autre outil important pour le développement des idées : notre presse et la propagande en général.

Le Bureau National a convenu d'une réunion d'acteurs de ce secteur début juin, il a désigné un responsable politique pour traiter de ces questions. Le Comité National devra en dernier lieu décider de quelle presse et de quelle propagande nous avons besoin sachant que le Bureau National du 27 avril dernier est pour une presse unique dont le rôle est d'informer, de critiquer et de proposer notre politique.

Mettre le parti en ordre de marche, c'est aussi financer ses activités.

Rappelons qu'il était prévu d'en faire une question permanente dans les cellules. Il serait intéressant de faire le point sur la situation financière dans les départements, la rentrée de cotisations, la souscription, les initiatives financières prévues, sachant que les élections coûtent beaucoup d'argent, c'est donc une question à mettre en parallèle avec notre activité et notre présence aux futures échéances électorales.

Chers camarades, nous avons voulu mettre l'accent sur l'enjeu des prochaines échéances dans la situation politique actuelle et sur l'activité à déployer pour participer pleinement à cette bataille politique. Ce sont des questions très importantes dont le Comité National doit être porteur pour jouer tout son rôle politique dans l'impulsion de l'activité dans les départements. Place au débat.

*A l'issue de la discussion au cours de laquelle des participant(e) s ont exprimé des désaccords profonds, la majorité du Comité National a adopté le rapport introductif de Tonio Sanchez.

*Un compte rendu de cette discussion sera publié mercredi.